

# culture & recherche

Mission de la recherche et de la technologie - 3, rue de Valois 75042 Paris cedex 01 - Tél. : 40 15 80 45

Supplément à la Lettre d'information n° 366

# 47

Mai 1994 - n°

Culture  
Francophonie

Ministère

Direction de  
l'administration  
générale

## s o m m a i r e

**POLITIQUE DE LA RECHERCHE** 2

**ACTUALITE DE LA RECHERCHE** 2

- Ethnologie : programmes de recherche et d'intervention en 1994
- Comptes-rendus de colloques :  
Musées et recherches, Musées du futur
- Recherche et arts plastiques
- Bases de données : Bougainville, Mérimée,  
le public de la base Joconde
- Exposition : l'archéologie sous les mers

**LIEUX** 6

- Le Centre d'information et de  
documentation «Recherche musicale»  
(UMR CNRS/Ecole normale supérieure/  
ministère de la culture et de la francophonie)
- Une politique pour l'histoire : l'entrée des  
archives privées aux Archives nationales

**A LIRE** 10

**CALENDRIER** 11



**Programmes de recherche et d'intervention de la mission du patrimoine ethnologique en 1994**

■ «Nouveaux usages de la campagne et patrimoine»: ce thème a fait l'objet d'un nouvel appel d'offres (clos à ce jour sur la base d'une soixantaine de réponses reçues). Il permettra de financer dès cette année une série de recherches sur les phénomènes de «patrimonialisation» qui se manifestent dans un monde rural profondément bouleversé par la déprise agricole et les nouveaux usages de l'espace rural: la prise en compte de l'architecture vernaculaire; les processus de patrimonialisation des produits artisanaux et de terroir; les nouvelles formes et lieux de sociabilité; autant d'éléments à l'origine de la redéfinition des appartenances territoriales.

Responsables de l'appel d'offres: Denis Chevallier (40 15 86 45) et Rolande Bonnain (40 15 87 46).

■ Poursuite des programmes de recherches suivants:

– «Frontières culturelles», lancé en 1991: étude et recensement des différences culturelles entre les sociétés locales, à diverses échelles; constitution raisonnée de corpus de données, matérielles et immatérielles, sur les diversités ethnologiques françaises.

Responsable: Alain Morel (40 15 85 34).

– «Ecritures ordinaires lancé en 1993: «les écrits du lieu» productions d'écrivains ou d'érudits locaux, qui se sont développés depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, étudiées en particulier au travers des collections des musées ethnographiques et des archives départementales.

Responsable: Claudie Voisenat (40 15 85 76).

– «Lien social dans les périphéries urbaines», lancé en 1991: participation (en liaison avec la délégation au développement et aux formations, la délégation interministérielle à la ville, le Plan urbain, le Plan interdisciplinaire de recherche sur la ville [PIR-Villes]) à la politique de la ville par des travaux de recherches d'anthropologie urbaine portant sur le rôle intégrateur attendu de la culture.

Responsable: Claude Rouot (40 15 86 46).

■ Lancement d'un nouveau programme «Ethnologie et patrimoine», comportant trois champs prioritaires: patrimoine rural, maritime et industriel. Il s'agit de privilégier l'émergence de recherches permettant à la direction du patrimoine de mieux appréhender les mutations culturelles en cours dans son secteur de compétence et d'éclairer les politiques publiques dans ce domaine.

Responsable: François Robatel (40 15 87 15).

■ «DOM-TOM»: un groupe de travail est constitué au sein du Conseil du patrimoine ethnologique pour lui soumettre

des orientations de recherche sur les DOM-TOM.

Responsable: François Robatel (40 15 87 15).

■ Extension des recherches franco-européennes avec le groupe «Europe» émanant du Conseil du patrimoine ethnologique, dans le prolongement des programmes déjà engagés avec la Roumanie et surtout des travaux du colloque de Tours de décembre 1993 «Ethnologie et patrimoine en Europe». Deux orientations sont retenues: réflexion sur les outils méthodologiques d'une recherche européenne (répertoires, réseaux, dictionnaires, financements...); mise en place d'un programme de recherche autour du thème «Nationalisme et lien national» associant quatre ou cinq équipes de divers pays européens.

Responsables: Claudie Voisenat (40 15 85 76) et Claude Rouot (40 15 86 46).

Mission du patrimoine ethnologique - 65, rue de Richelieu 75002 Paris.

**Recherche et arts plastiques**

Les thèmes du dernier appel d'offres de recherches lancé par la délégation aux arts plastiques étaient les suivants:

- commandes publiques: potentialités et projets;
- commandes publiques non abouties: analyse des raisons d'un abandon;
- propositions de recherches sur la restauration de l'art contemporain;

Politique de la Recherche

**Unités de recherche CNRS/ministère de la culture et de la francophonie**

Par décision du directeur général du CNRS et après avis du Comité national de la recherche scientifique et sur demande du ministère de la culture et de la francophonie:

- l'UMR 22, «Laboratoire de recherche sur le patrimoine français», située à la sous-direction de l'Inventaire général et dirigée par Claude Mignot, est renouvelée;
- l'UPR 316, «Centre de recherches archéologiques Indus-Baluchistan», installée au musée Guimet et dirigée par Jean-François Jarrige, est transformée en unité mixte de recherche (UMR 9993);
- par ailleurs, l'URA 955, «Centre

d'études d'histoire juridique», hébergée aux Archives nationales et dirigée par André Castaldo, est transformée en équipe en restructuration (ERS 97).

**Textes réglementaires**

**Accès aux concours internes du CNRS pour les fonctionnaires de recherche au ministère de la culture.**

Les fonctionnaires de recherche de la mission de la recherche du ministère de la culture régis par le décret n° 91-486 du 14 mai 1991 modifié: ingénieurs de recherche, ingénieurs d'études, assistants-ingénieurs, techniciens de recherche peuvent désormais postuler pour l'accès par concours interne aux

corps de fonctionnaires du CNRS. *Bulletin officiel du CNRS* n° 1, janvier 1994: Circulaire n° 930418SPER du 23 juillet 1993 relative aux modalités d'admission aux concours internes du CNRS. L'annonce de l'ouverture de concours internes du CNRS est effectuée par voie d'affiche dans les laboratoires et les délégations régionales et par publication au *Journal officiel*.

■ Arrêté du 5 janvier 1994 modifiant l'arrêté du 5 juillet 1991 portant création de commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des ingénieurs de recherche, ingénieurs d'études et techniciens de la recherche de la mission de la recherche et de la technologie du ministère de la culture.



– l'espace de l'exposition comme scène de théâtre ;

– l'exposition et le rôle du commissaire.

Contact : Diane de Ravel, chargée de mission pour la recherche - DAP - 27, avenue de l'Opéra 75001 Paris. Tél. : 40 15 75 25.

## Comptes rendus de colloques

### Musées et Recherches

Les journées «Musées et Recherches» tenues au Musée national des arts et traditions populaires du 29 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 1993 étaient organisées par la direction des musées de France et la mission Musées du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche. Une table ronde sur les politiques institutionnelles a permis à Michel Gras, directeur-adjoint des sciences de l'homme et de la société au CNRS et à Jean-Pierre Dalbéra, chef de la mission de la recherche et de la technologie du ministère de la culture et de la francophonie, de faire le point sur les collaborations entre les deux organismes qu'une convention cadre associe depuis 1992.

Ces journées ont révélé deux grandes tendances :

– les relations entre musées et recherches ont toujours existé ; initialement liées aux collections (identification, classement), elles intègrent rapidement les questions relatives à la conservation et à la restauration des œuvres et objets ; plus récemment, elles ont pris en compte les autres dimensions des musées : relations avec les publics, pédagogie, organisation et gestion ;

– une aspiration générale au développement de la recherche : d'abord réservée aux conservateurs, elle concerne maintenant l'ensemble des professionnels des musées, soucieux d'éclairer leur pratique par des expérimentations et des recherches ; d'autre part, le développement des musées et de leur fréquentation a conduit à constituer une nouvelle discipline de recherche, la muséologie, particulièrement développée dans les pays anglo-saxons ; de même, sont apparues les recherches technologiques (de l'architecture aux systèmes interactifs) et celles relatives aux profils de compétences des professionnels (surveillance, accueil, médiation).

Par ailleurs, de nouvelles pistes de recherche ont été identifiées :

– le rôle social du musée et les contradictions que cette fonction recèle : lieu d'identité, il doit aussi laisser l'accès à la

différence ; et rechercher à accroître simultanément le nombre des usagers et la qualité de la visite ;

– les fonctions des technologies contemporaines : l'interactivité doit faciliter l'accès aux œuvres en même temps qu'au contexte social, économique et historique de leur production ;

– les relations entre les musées et les autres lieux de diffusion des savoirs, bibliothèques et centres de documentation notamment.

Les musées représentent un énorme potentiel de recherche que les deux directions ministérielles concernées souhaitent exploiter ensemble.

Les actes de ce colloque sont disponibles auprès de l'OCIM - Office de coopération et d'information muséographiques - 36, rue Chabot-Charny 21000 Dijon. Tél. : 80 58 98 50.

### Musées du futur

Le colloque Musées du futur s'est tenu du 12 au 15 janvier 1994 au musée des Monuments français ; il était organisé par la direction des musées de France et le Collège international de philosophie, avec le soutien de la mission de la recherche.

Quels seront les musées du futur ? Le propos du colloque n'est pas d'aborder le thème des nouvelles technologies et des nouvelles surfaces d'inscription de la mémoire, mais de poser la question du musée en termes d'espace et de scénographie. Il s'agit d'explicitier le lien qui unit originellement l'espace muséal à l'architecture et au théâtre (comme le montre la scénographie du théâtre olympique de Palladio à Vicenza) et de faire apparaître combien aujourd'hui plus que jamais, musée, théâtre et architecture ne cessent de se répondre et de s'affecter les uns les autres dans leurs métamorphoses.

La ville ne serait-elle pas aujourd'hui en train de devenir un espace muséal ? Quels sont la place et le rôle du musée dans l'espace urbain ? Quelle est la relation architecturale entre la ville et son site ? La réflexion sur le musée contemporain se doit d'interroger la variété des typologies et des métamorphoses de l'espace muséal (du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours) pour saisir les enjeux de la scénographie aujourd'hui. Comment s'articulent en particulier, l'architecture pérenne du musée et l'éphémère mise en scène des collections ? Le risque n'est-il pas aussi qu'architecture et scénographie prennent le pas sur les œuvres elles-mêmes ? Pourquoi la question de la lumière est-elle devenue centrale ?

### Un essai de typologie des musées

C'est dans le rapport de l'objet de musée à son extérieur qu'il est possible d'élaborer une nouvelle typologie de musées :

– les musées qui établissent une continuité entre le dedans et le dehors et travaillent sur l'organisation spatiale de la ville, du lieu où ils se trouvent (type Beaubourg ou le musée de préhistoire de Nemours) ;

– ceux qui au contraire se referment sur eux-mêmes et travaillent sur le temps et une célébration de l'immémorial, une mémoire anhistorique (musée Bourdelle, ou musée archéologique de Gijon en Espagne).

A partir de cette opposition, s'esquissent pour demain plusieurs types de musées répondant à des objectifs différents :

– des lieux non clos de présentation d'œuvres : l'œuvre est hors du musée (Yann Kersalé et l'éclairage du port de Saint-Nazaire ; Didier Semin et l'opération «Chambres privées» : présentation d'œuvres d'art en appartements) ; les musées sont ce geste architectural, pouvant n'être qu'un espace vide, musées sans objet, espaces de célébration, musées de site au sens propre du terme (Andrea Bruno et le musée du site de Chypre) ;

– les musées de la connaissance, qui sont affaire de spécialistes amoureux d'objets éternellement présents ;

– les musées qui sont affaire de spectacle dont on confie la réalisation non à des hommes de connaissance mais à des spécialistes de la scénographie et de la médiation pour le plaisir du plus grand nombre (Henri Ciriani, Hanz Hollein, William Alsop).

Des actes seront publiés.

Contact : direction des musées de France : Odile Coppey, Elisabeth Caillet ; tél. : 40 15 35 86 ou 35 76. Jean Lauxerois - CIPh - Tél. : 44 41 46 80.

## Bases de données

### Bougainville : une base de données pour les arts d'Océanie

La section Arts d'Océanie du musée national des arts d'Afrique et d'Océanie a entrepris la réalisation d'une base de données informatisée sur les collecteurs, collectionneurs et voyageurs océaniques. Cette entreprise bénéficie de l'aide de la mission de la recherche et de l'Agence de développement de la culture Kanak. Elle s'inscrit dans la priorité accordée par la direction des musées de France à l'inven-



Boîte des îles Palau en bois incrusté de nacre. Acquisition : Bright 1857. Château de Boulogne-sur-Mer.

taire scientifique des collections ethnographiques françaises.

Ce travail d'inventaire engagé pour l'Océanie dès les années 1940-1950 par Marie-Charlotte Laroche (musée de l'Homme) et Anne Lavondes (ORSTOM) a permis de révéler au public l'importance et la qualité des objets océaniques des musées de province, souvent délaissés au profit de leurs homologues parisiens. Ces recherches restaient cependant isolées et ne profitaient qu'à un nombre restreint d'amateurs.

Cette nouvelle base, que les inventaires effectués dans les musées français et étrangers permettront d'enrichir régulièrement, fournit un support de recherche indispensable aux chercheurs, conservateurs et amateurs d'art océanien.

Dans le domaine des collections exotiques et particulièrement océaniques, les musées ne disposent en général, en l'absence d'archives suffisantes, d'aucune information concernant les collectionneurs. Si l'inventaire permet de découvrir l'importance d'un fonds inconnu, cette base de données vient le compléter en lui apportant les informations historiques indispensables à la bonne connaissance et à la valorisation d'une collection.

La base Bougainville, qui a intéressé en premier lieu le musée territorial de Nouméa et le musée de Tahiti et des Îles, est consultable à la section Océanie du musée.

Contact : Roger Boulay, Sylviane Jacquemin. Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie 293, avenue Daumesnil 75012 Paris. Tél. : 44 74 84 92.

### Mérimée : monuments sur Minitel

A l'occasion du trentième anniversaire de la création de l'Inventaire général des monuments et richesses artistiques de la France par André Malraux, le ministère de la culture et de la francophonie ouvre à la consultation sur Minitel sa documentation sur le patrimoine architectural français.

Par le 3614 Joconde, près de 120 000 notices de la base de données Mérimée sont ainsi accessibles : elles concernent tous les monuments historiques classés ou inscrits et tous les édifices étudiés par l'Inventaire général.

Le nouveau service Mérimée s'adresse à un large public, étudiants, architectes, élus, responsables d'associations, touristes et passionnés du patrimoine.

Les recherches peuvent porter sur une commune, un nom d'architecte (Mansart, Eiffel...), un type d'édifice (église, ferme, moulin, usine etc.), des noms propres, des époques ou un type de protection (classé ou inscrit).

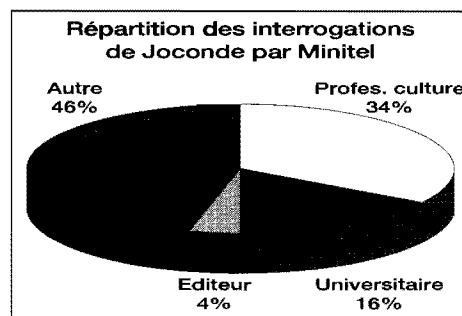
Chacun pourra ainsi repérer sur Minitel les dossiers qui l'intéressent, avec rapidité et facilité, et venir consulter la documentation complémentaire, archivée dans l'un des centres de documentation du patrimoine.

Contact : Marina Zveguinzoff  
Sous-direction de l'inventaire général et de la documentation du patrimoine. Tél. : 40 15 76 21.

### LE PUBLIC DE LA BASE JOCONDE

Mis en service en 1992, l'accès par Minitel à la base Joconde (3614 Joconde) a rencontré un incontestable succès : près de 9 000 connexions ont été enregistrées de juillet 92 à décembre 93, soit 550 interrogations en moyenne par mois. Cette consultation est caractérisée par sa régularité.

Le public du service se répartit de la manière suivante :



Il serait intéressant de connaître davantage les attentes du public, notamment celles de la catégorie « autre », la plus importante et en même temps la moins facilement cernable.

L'analyse des questions nous amène à supposer que deux grands types d'utilisateurs se cachent sous cette appellation : des particuliers proprement dit, mais aussi des représentants du commerce d'art. Les interrogations sur le champ auteur (qui, avec le champ « iconogra-

### Descriptif de la base

La base Joconde (gérée par le logiciel Mistral sur le site central de Saint-Cyr) compte à ce jour plus de 115 000 fiches descriptives d'œuvres (peintures, sculptures, dessins, estampes du VI<sup>e</sup> siècle à nos jours) conservées dans soixante musées de France (Louvre, Orsay, Rodin, Angers, Beaune, Bordeaux, Rennes, Versailles et beaucoup d'autres). Enrichie en permanence, Joconde fournit pour chaque œuvre une description précise : description objective donnant le nom du créateur (plus de 10 000 artistes répertoriés), la technique, les dimensions et les matériaux; description juridique et historique portant sur les modalités de création, les propriétaires successifs (plus de 8 000 collections identifiées), les ventes, les expositions, les attributions et les affinités avec d'autres œuvres; description iconographique enfin, prenant en compte non seulement les sources d'inspiration littéraires et orales, l'histoire et la biographie (25 000 personnages recensés), mais aussi de multiples aspects de la vie et de l'activité humaine, de la nature et de la géographie (25 000 lieux du monde entier).

phie» est le plus interrogé) portent en effet sur des petits maîtres peu connus, voire inconnus, plutôt que sur des artistes célèbres (à l'exception des périodes de grandes expositions qui, incontestablement, suscitent des interrogations sur les grands maîtres : Titien, Matisse). L'intérêt pour les petits maîtres laisse supposer que les interrogations émanent soit de galeries, soit de particuliers, qui cherchent dans les musées d'éventuelles références d'artistes dont ils possèdent eux-mêmes une ou plusieurs œuvres.

Le seul lien du public avec Joconde s'effectuait auparavant par l'intermédiaire de ses gestionnaires (nous ne tenons pas compte des interrogations effectuées directement par les services du ministère ou par les musées - une dizaine - disposant d'un accès par terminal) qui répondaient ponctuellement à des demandes - plus de 200 en 1991 - formulées par courrier ou par téléphone sur les sujets les plus divers.

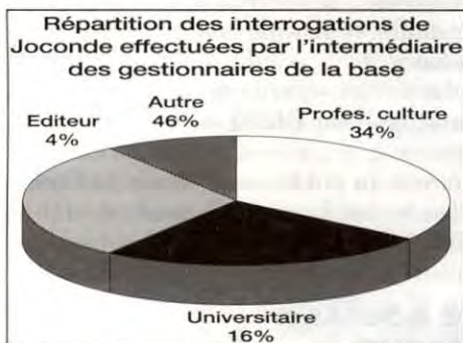
Ces demandes ont considérablement diminué depuis l'ouverture du service télématique en juillet 1992 (91 en 1993 soit une réduction de plus de la moitié par rapport à 1991). Ce mouvement était perceptible peu de temps après l'ouverture de l'accès télématique puisque l'on a enregistré respectivement 118 demandes pour le premier semestre 1992 et 44 seulement pour le second.

Il est toutefois intéressant de constater que l'interrogation par l'intermédiaire des gestionnaires de la base continue d'être sollicitée, sans doute pour des recherches plus approfondies, notam-



ment en matière iconographique. La comparaison de la structure des deux publics est de ce point de vue assez éclairante : on relève en effet une proportion d'environ un tiers d'éditeurs parmi les personnes ayant recours aux services des gestionnaires de la base alors que la même catégorie ne représente que 4% du public du Minitel.

On peut donc supposer, sous réserve d'études plus approfondies, que les deux types de services fonctionnent en complémentarité.



L'intérêt manifesté pour l'accès télématique à la base Joconde par un public assez diversifié montre qu'il existe une réelle demande observable également à la lecture des premiers résultats des connexions sur le réseau Internet (qui sont voisins de ceux observés sur le 3614 alors que le service ne bénéficie d'aucune publicité). Ceci devrait encourager le mouvement d'informatisation de la gestion des collections dans tous les musées. Des passerelles techniques existent en effet (avec les logiciels Texto et Micro-musée notamment) et la DMF a mis au point les systèmes descriptifs permettant d'assurer l'homogénéité des contenus pour que les données soient directement reversées aujourd'hui dans Joconde, demain dans les bases Archéologie, puis Ethnologie. Toutes les conditions sont donc réunies pour assurer la maîtrise des informations concernant les collections publiques, depuis leur production locale dans les établissements jusqu'à leur diffusion dans un large public.

Par ailleurs, dans la perspective du plan de numérisation en cours d'élaboration au sein du ministère, l'accès aux images des œuvres sera progressivement intégré à la consultation.

Rappelons que le 3614 Joconde permet l'accès à trois autres bases : Mérimée (voir texte précédent), Arcade (base de la direction des Archives de France sur les commandes et acquisitions d'œuvres

d'art par l'Etat au XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles) et Ethnophoto (photographies et cartes postales du musée national des Arts et Traditions populaires).

Renseignements : Bureau de l'informatique et de la recherche. Direction des musées de France  
6 rue des Pyramides 75001 Paris.  
Tél. : 40 15 35 28 ou 35 37.

## Exposition L'archéologie sous les mers

Les méthodes de l'archéologie sous-marine, comme celles de l'archéologie terrestre, se sont profondément transformées. Elles bénéficient de l'apport d'innovations dans les domaines des sciences des matériaux, de l'informatique, de l'optique, de la robotique de l'exploration sous-marine. Les techniques de repérage et de relevé des sites, d'identification, de traitement et de conservation des objets s'enrichissent ainsi des savoir-faire de spécialistes divers.

L'exposition présentée par la Maison des sciences de l'homme, le ministère la culture et de la francophonie, et le musée archéologique de Nice Cimiez témoigne de l'évolution des techniques depuis la première fouille en scaphandre autonome sur l'épave de Madhia en 1948 jusqu'à la fouille virtuelle, en 1993, d'un navire romain gisant à plus de 600 mètres de fond. Elle témoigne également de la spécificité du patrimoine archéologique maritime, patrimoine fragile qui nécessite, lors de sa mise au jour, des travaux de stabilisation en vue de conserver les objets.

Quatre thèmes – Découvrir, Relever, Connaître, Conserver – constituent le fil conducteur des réalisations, expérimentations et projets : nouvelles techniques de prospection des sites archéologiques sous-marins, recours aux robots pour la fouille, reconstitution d'épaves en images de synthèse, projet de centrale de mesure pour la grotte Cosquer, techniques de moulage, radiographies révélant les formes et le décor d'objets entourés d'une gangue de concrétions, apport de la dendrochronologie, méthodes électrochimiques de traitement des œuvres...

S'inscrivant dans le cadre de La Science en fête, cette exposition, dont la direction scientifique est assurée par Robert Lequément, conservateur général du patrimoine, chef du département des recherches archéologiques sous-marines (sous-direction de l'archéologie de la direction du patrimoine) bénéficie du concours de la mission de la recherche et de la technologie de la direction de l'administration générale. Elle associe le CNRS et le laboratoire privé Archéolyse. Elle témoigne de collaborations fructueuses avec la Marine nationale, l'IFREMER, l'Institut

national de plongée professionnelle ainsi que d'autres organismes et sociétés.

Œuvres, objets en cours de traitement, programmes informatiques, documents graphiques, maquettes et films permettent au visiteur d'aller à la découverte des recherches conduites sur le littoral méditerranéen et des pratiques nouvelles des archéologues. Un jeu doté de nombreux prix (une journée à bord de l'Archéonaute, bâtiment de recherches archéologiques sous-marines, des reproductions d'objets du musée archéologique de Nice, des ouvrages) lui sera proposé pendant toute la durée de l'exposition. Un programme de conférences accompagnera cette exposition.

Des animations, l'accueil du public par des chercheurs, des techniciens et des restaurateurs, la présentation d'engins de plongée et du robot Lagune sont prévus lors des journées de la Science en fête.

Du 27 mai au 4 septembre  
Musée archéologique de Nice Cimiez :  
160, rue des Arènes (entrée par l'avenue Montecroce).

Entrée gratuite, du mardi au samedi 10h à 12h et 14h à 18h, le dimanche de 14h à 18h.



Sondage 1993 sur l'épave de La Palu à Port-Cros (Var). Fouilles Luc Long, avec l'appui technique de l'Archéonaute, photo Denis Metzger (DRASM).



# Le Centre d'information et de documentation «Recherche musicale»

**Le Laboratoire du Centre  
d'information et de  
documentation «Recherche  
Musicale» (CID RM) est une  
unité mixte de recherche  
associant le CNRS, l'éducation  
nationale, l'École normale  
supérieure, la direction de la  
musique et de la danse au  
ministère de la culture et de  
la francophonie, le Centre  
national d'art et de culture  
Georges-Pompidou et l'IRCAM**

**L**E CENTRE d'information et de documentation «Recherche Musicale» fondé par Hugues Dufourt, est une unité mixte - CNRS/ENS - qui résulte d'une convention signée en 1982 par l'École normale supérieure, la direction de la recherche au ministère de l'éducation nationale, le CNRS et la direction de la musique et de la danse au ministère de la culture et de la francophonie.

Ce laboratoire est actuellement implanté au Centre Georges-Pompidou, aux termes d'une convention d'hébergement signée avec le Centre Pompidou et l'IRCAM. Il assume des fonctions de recherche (séminaires, publications collectives, encadrement de la recherche) avec une équipe de six chercheurs et de deux ITA du CNRS. Il est également le laboratoire d'accueil de la formation doctorale «Musique et musicologie du XX<sup>e</sup> siècle» (EHESS/ENS).

## LA BIBLIOTHÈQUE

Le CID RM a créé une bibliothèque spécialisée en histoire sociale de la musique, histoire de la théorie de la musique, et histoire de l'esthétique musicale. La bibliothèque comprend actuellement 10 000 ouvrages répertoriés dans une base de données informatique. Cette bibliothèque a été fusionnée avec celle de l'IRCAM dont le fonds est plus exclusivement tourné vers la recherche contemporaine : musicologie du XX<sup>e</sup> siècle, acoustique, psychoacoustique, informatique musicale, électronique, etc. Réunies sous le sigle CIDM (Centre d'information et de documentation musicale), ces deux fonds offrent en libre accès plus de 20 000 documents (ouvrages et partitions) mis à la disposition des chercheurs, des compositeurs, des universitaires, comme de tout lecteur intéressé par la nature du fonds.

La mise en place d'un serveur minitel permet de consulter le catalogue du CIDM en composant le 42 77 19 16.

Le CIDM est ouvert au public au 1<sup>er</sup> étage du Centre Georges-Pompidou les lundi, mercredi, jeudi, de 14h à 18h, le vendredi de 14h à 17h.

## L'HISTOIRE SOCIALE DE LA MUSIQUE

Le CID RM réunit une fois par mois, sous la responsabilité de Joël-Marie Fauquet, un séminaire d'histoire sociale de la musique qui bénéficie de la participation de nombreux collègues universitaires et chercheurs étrangers.

### Conception et méthode

L'idée fondatrice de ce séminaire, formulée par Hugues Dufourt, est née d'un constat : l'inaptitude de la musicologie traditionnelle à rendre compte de la genèse du fait musical dans sa totalité et sa complexité. Cette idée investit tout un espace théorique situé aux confins de la réflexion historique et sociale, à l'expansion de laquelle la formalisation de la plupart des méthodes musicologiques ou sociologiques, les cloisonnements du travail scientifique se sont opposées jusqu'ici. L'intitulé du séminaire est explicite : l'objet de la recherche n'est ni l'histoire de la musique en tant que comptabilisation des faits, comparaison ou analyse des formes, ni la sociologie de la musique dont les processus sélectifs et totalisateurs omettent souvent de prendre en compte ce qui, dans les diverses modalités qui régissent les pratiques et les perceptions musicales, révèle le devenir historique de la société et l'évolution des mentalités.

L'objectif de l'histoire sociale de la musique est de rendre compte de la transformation des conditions de production et de réception de l'œuvre d'art. Dans cette optique, le syndicalisme aussi bien que les Salons, la gestion des carrières, l'intervention de l'État, l'évolution de l'édition musicale ont constitué autant de clefs permettant d'accéder aux rapports de l'œuvre à son contexte historique. L'histoire culturelle, pour sa part, se concentre sur les éléments spécifiques d'une époque. Abordant les origines d'un style, elle montre en quoi l'évolution des styles et des modes peut être l'indice d'un changement dans les attitudes psychologiques ou le révélateur de mutations sociales. Les groupes et les mouve-

ments de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle ont fourni à cet égard un terrain d'études privilégié : ainsi de la Schola Cantorum, des Apaches, du groupe des Six ou de la naissance du jazz. L'histoire culturelle est alors conduite à associer la critique sociale au déchiffrement esthétique des œuvres. Les aspirations de la subjectivité autonome chez Bach, la résignation du dernier Beethoven, l'horizon de violence politique chez Schubert, l'ésotérisme de la musique savante depuis Strauss offrent à cet égard des thèmes majeurs de réflexion.

L'histoire culturelle, qui ne se limite pas à la création, permet aussi de s'interroger sur l'ordre des réactions ou des interprétations que tel mouvement artistique a pu susciter. L'examen de la réception sociale de l'œuvre d'art fait partie intégrante de l'histoire culturelle : les révisions de *Boris Godounov* de Moussorgski ou le scandale provoqué par *Pelléas et Mélisande* de Debussy montrent que l'expérience esthétique assume une fonction sociale éminente et que le processus de réception est instaurateur de normes.

Tenant compte des restrictions méthodologiques apportées par Gombrich, Peter Burke ou Michaël Baxandall dans l'ordre de la microsociologie de l'art, l'histoire sociale et culturelle de la musique s'attache donc à la fonction communicative de l'art aussi bien qu'à la logique des changements stylistiques.

La mise en œuvre d'un tel programme implique la pluridisciplinarité. Aussi, le séminaire a-t-il attiré et retenu depuis huit années des chercheurs d'horizons scientifiques différents – un tiers d'entre eux environ appartenant au CNRS –. Ces chercheurs sont mus par une volonté prospective commune. A la première équipe de ceux qui ont continué assidûment à suivre les travaux de ce premier séminaire, sont venus se joindre d'autres chercheurs, ainsi que des étudiants en DEA appartenant aux groupes de formation doctorale. Cette participation n'a fait que renforcer l'unité de la démarche initiale. Telle qu'elle est composée actuellement, l'équipe du séminaire d'histoire sociale de la musique regroupe des compositeurs, des philosophes, des sociologues, des historiens, des juristes, des musicologues formés pour la plupart à l'École pratique des hautes études, soit une équipe permanente et active de vingt-cinq participants environ.

### Les champs de réflexion

Depuis sa création, le séminaire d'histoire sociale de la musique a proposé six thèmes de réflexion :

*La Musique et le Pouvoir* a donné lieu de novembre 1984 à décembre 1985 à onze communications.

*Le Musicien dans la société. Pour une histoire sociale de la musique* a rassemblé un nombre sensiblement plus important de participants. Les quatorze sujets proposés, traités d'octobre 1986 à février 1988, ont porté l'accent sur l'indispensable rôle de la théorisation pour défendre le concept d'histoire sociale de la musique de tout empirisme.

Pour sa troisième session d'activité, d'octobre 1988 à novembre 1989, le séminaire d'histoire sociale de la musique a vu son effectif presque doubler puisque vingt participants se sont inscrits. Deux thèmes ont été proposés : *La couleur instrumentale* qui a induit une réflexion

nouvelle dans le domaine encore peu exploité de la sociologie de la perception ; d'autre part, *Le métier de musicien* qui a permis d'étudier sous un abord original le rapport existant entre les conditions de la production musicale et les influences du milieu social.

Commencée en octobre 1990, la quatrième session du séminaire a abordé le thème de *La Musique entre écrit et oral – Alternatives sociales*, tandis que la cinquième session qui s'est poursuivie jusqu'au printemps de 1994 a eu pour thème *Musique et communication*.

### Un programme de publications

Les activités du séminaire d'histoire sociale de la musique ont donné lieu à une série de publications sous la direction de Hugues Dufourt et de Joël-Marie Fauquet, qui reprennent l'essentiel des communications faites par les participants. Ces publications à l'exception de la première ont été subventionnées par la direction de la musique et de la danse au ministère de la culture. Ces volumes ont été successivement :

*La Musique et le pouvoir*, Paris, Aux amateurs de livres, 1987, 203 p. Publié avec le concours du CNRS ; *La musique : du théorique au politique*, Paris, Klincksieck, 1991, 399 p. ; *L'esprit de la musique : essais d'esthétique et de philosophie*, avec la collaboration de François Hurard, Paris, Klincksieck, 1992, 401 p. ; *Musique et médiations : le métier, l'instrument, l'oreille*, est actuellement sous presse chez l'éditeur Klincksieck, 300 p.

## L'esprit de la musique

essais d'esthétique et de philosophie



sous la direction de  
Hugues Dufourt  
Joël-Marie Fauquet  
et François Hurard

Ouvrage publié avec le concours  
de la Direction de la Musique et de la Danse  
au Ministère de la Culture

PARIS  
KLINCKSIECK  
1992

## La Musique et le Pouvoir

Sous la direction de Hugues DUFOURT  
et de Joël-Marie FAUQUET

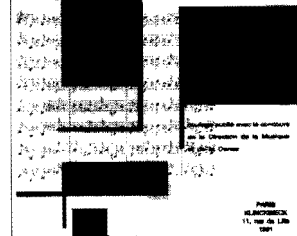
Revue dirigée par Hugues Dufourt  
et Joël-Marie Fauquet à la Direction de la Musique et de la Danse



PARIS  
AUX AMATEURS DE LIVRES  
1987

## la musique : du théorique au politique

sous la direction de Hugues Dufourt  
et de Joël-Marie Fauquet



Ouvrage publié avec le concours  
de la Direction de la Musique  
et de la Danse

PARIS  
KLINCKSIECK  
1991

CIDM  
CNRS/IRCAM

Centre Georges Pompidou 75191 Paris cedex 04

Tél. : 42 77 06 39

# Une politique pour l'histoire

L'entrée des archives privées aux Archives nationales

**Les archives privées ne constituent qu'une partie des fonds conservés par les Archives nationales. Mais leur intérêt historique parfois exceptionnel justifie l'attention particulière que leur porte le ministère de la culture et de la francophonie.**

IL EXISTE deux modes d'accroissements pour les services d'archives publics.

– Les *entrées « ordinaires »* y font entrer régulièrement les dossiers constitués par les administrations dans l'exercice de leurs activités. Ces « versements » résultent d'une obligation légale et représentent 95% des entrées annuelles des Archives nationales et départementales. Ils font l'objet de tris importants, définis en liaison avec les administrateurs et les historiens.

– Les *entrées « extraordinaires »* résultent de dons, legs, dépôts, achats, d'archives privées : chartiers de familles de vieille noblesse, remontant parfois au Moyen âge, archives personnelles de tout homme ou femme ayant joué un rôle historique, enfin archives d'entreprises, d'associations, de syndicats ou autres organismes de droit privé. Elles représentent 5% en volume des entrées des Archives nationales et départementales.

## EVOLUTION HISTORIQUE

### Evolution de la politique des entrées

Les premières entrées « extraordinaires » aux Archives nationales se sont faites dès la Restauration. Il s'agissait alors surtout de pièces ou de dossiers isolés. Après la première guerre mondiale, de grandes familles commencent à confier leurs archives aux Archives nationales (La Trémoille, Nicolay, Murat, Guizot, etc.).

En 1949, à peine nommé directeur général des Archives de France, Charles Braibant crée aux Archives nationales un service des archives privées, responsable des archives de personnes et de familles, d'entreprises, de presse et d'associations. Il lance une enquête sur les archives privées conservées en France, crée deux comités de sauvegarde pour les archives économiques et privées, auxquels sont associés les historiens, charge Robert-Henri Bautier des achats et confie la charge des archives économiques à Bertrand Gille. En un siècle, 70 fonds (ensembles de même provenance) étaient entrés aux Archives nationales par voie « extraordinaire » ; en sept ans, de 1949 à 1956, cette politique en fait entrer 145.

Depuis lors, la direction des Archives de France n'a cessé de mener une politique de plus en plus active et volontariste auprès des détenteurs d'archives, publiques et privées. Une illustration des entrées majeures reçues de 1981 à 1990 a été donnée par *Trésors de l'écrit. Dix ans d'enrichissement du patrimoine national*, publié par le ministère de la culture en 1991.

### Evolution des modes d'entrée

Un nouveau mode d'accroissement est apparu avec le système des dations. En vingt ans, les Archives nationales, départementales et celles de l'Académie des sciences ont reçu douze fonds très importants à ce titre : chartiers de Thouars et de Lévis-Mirepoix, de Bretagne et d'Auvergne : archives de l'époque impériale (Caulaincourt, Gourgaud), de militaires (Foch, Lyautey), de savants (Lavoisier, Louis de Broglie) et d'architectes. Malheureusement, les particuliers et même les notaires ne pensent trop souvent qu'aux œuvres d'art pour les dations, alors que celles-ci s'appliquent aussi aux œuvres « de haute valeur historique ». Cette méconnaissance vient de provoquer la dispersion aux enchères de deux fonds d'archives très importants pour le premier Empire et le XIX<sup>e</sup> siècle, qui auraient fait de belles dations.

Second changement : l'importance croissante prise par les questions juridiques. Jusqu'à présent, la dévolution des archives au sein d'une famille se faisait généralement, de façon implicite, en faveur de l'aîné, considéré comme dépositaire pour sa famille. Or, si les archives ont gardé une valeur morale de « trésor familial », elles ont pris une valeur vénale croissante ces dernières décennies. Ce nouveau contexte rend indispensable l'identification du ou des propriétaires légaux et la rédaction de contrats ou de lettres irréfutables sur le plan juridique, de façon à éviter toute contestation ultérieure.

### Evolution du champ des entrées

Les prospections se sont longtemps concentrées sur les papiers politiques et sur les archives des grandes familles. L'exemple le plus illustre en est les archives de la Maison de France (branche d'Orléans), déposées aux Archives nationales en 1969 par le comte de Paris.

A partir des années 1955, les archives des premier et second Empires ont fait l'objet d'un effort particulier, dont le point d'orgue a été l'entrée aux Archives nationales des archives du roi Joseph Bonaparte en 1977 et des Napoléons en 1979.



Depuis vingt ans, les investigations se sont diversifiées, portant cependant sur deux axes principaux : les archives politiques contemporaines, d'une part, celles des architectes du XX<sup>e</sup> siècle, d'autre part. Depuis 1973, la Commission des archives privées contemporaines associe politologues, universitaires et archivistes, et une convention lie la Fondation nationale des sciences politiques aux Archives nationales. En 1974, celles-ci ont mené une enquête qui a abouti à la publication d'un *Guide des papiers des ministres et secrétaires d'État de 1871 à 1974*. Tout cela a permis l'entrée d'archives telles que celles de Léon Blum, Edouard Daladier ou Vincent Auriol. Un autre guide des Archives nationales, en cours d'achèvement, recensera les sources de l'histoire de la seconde guerre mondiale en France. Quant à l'architecture, elle est traitée dans le cadre d'une convention signée en 1986 avec l'Institut français d'architecture (IFA). Grâce à elle, on prépare la célébration du centenaire de la naissance d'André Lurçat et la mise en valeur des archives d'Auguste Perret.

**POLITIQUE ACTUELLE**

**Attention privilégiée portée aux fonds**

Les Archives privilégient toujours l'entrée des fonds entiers, beaucoup plus intéressants pour les historiens que des pièces isolées sorties de leur contexte (comme un vitrail est plus beau que ne le serait chacun des morceaux de verre qui le composent s'il en était extrait). Il en reste assez peu à notre époque et il est de la responsabilité de l'État de veiller à ce qu'ils soient transmis intacts aux générations futures : nés de notre histoire, ils font partie de l'héritage culturel de la France.

Il ne s'agit cependant pas de drainer tous les fonds privés dans les services publics, qui seraient d'ailleurs incapables de faire face à cet afflux. Il apparaît tout aussi important d'aider les propriétaires à conserver leurs archives.

**Entraide des historiens et des archivistes**

Historiens eux-mêmes, les archivistes ont des relations privilégiées avec les chercheurs. Beaucoup de ceux-ci détectent des gisements d'archives ignorés et mettent les services d'archives en relation avec leurs propriétaires ou signalent l'importance de tel ensemble mis en vente. C'est grâce à eux, par exemple, que les Archives nationales ont accueilli récemment les carnets de Marcel Cachin, les archives de ministres tels qu'Eugène Claudius-Petit, Gaston Palewski, Georges Mandel, entre autres, ou de partis politiques ; grâce à eux aussi que viennent d'être achetées une quarantaine de lettres de Barbès à George Sand, très intéressantes pour la période de sa détention. Leur aide est infiniment précieuse aux Archives.

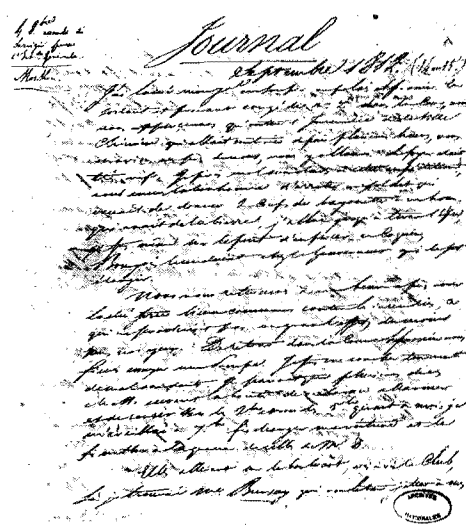
De leur côté, celles-ci ne reçoivent de documents que pour les mettre à la disposition des chercheurs. Archives nationales et départementales publient chaque année de nombreux guides et inventaires (50 en 1992, représentant 6 463 pages, dont 1 772 pour les seules Archives

nationales). Parmi les derniers inventaires d'archives privées publiés par les Archives nationales on citera ceux des archives Rosanbo (fonds Le Peletier) et Lyautey ; celui des archives de l'amiral Thierry d'Argenlieu est en cours d'achèvement.

**Priorités pour les années à venir**

Une politique de prospection et d'aide scientifique et technique aux propriétaires d'archives est indispensable. Il faut en particulier les sensibiliser à leurs responsabilités et les informer sur ce qu'ils peuvent faire pour sauvegarder leurs archives. Avec la meilleure volonté du monde, beaucoup commettent des erreurs. Il faudrait aussi pouvoir répondre à leur attente quand ils demandent l'aide des Archives de France pour classer, inventorier et microfilmer des fonds de très grand intérêt historique. Les Archives nationales l'ont fait dans le passé pour les archives Rosanbo, Malesherbes et, en partie, Tocqueville. C'est une assurance pour la sauvegarde d'un fonds et cela permet de le mettre à la disposition des historiens.

Second objectif prioritaire : œuvrer en faveur d'un régime d'incitations fiscales, pour aider les propriétaires à conserver leurs archives, comme cela se fait dans plusieurs pays étrangers, et promouvoir les moyens nécessaires pour que l'État puisse acheter les fonds importants mis en vente. Seule cette politique est efficace, alors que les mesures coercitives provoquent la dispersion et les fuites à l'étranger qu'elles veulent empêcher. On ne peut conserver à la France son patrimoine culturel sans y mettre le prix.



Lettre de Stendhal à sa sœur Pauline, décrivant l'incendie de Moscou devant les troupes de Napoléon, 4 octobre 1812. Prémption des Archives nationales à Drouot, 1988 (cliché Arch. nat.).



Nous sommes à une période critique pour la sauvegarde des archives privées. Les fonds d'importance nationale, voire régionale, ne sont plus très nombreux. Les propriétaires n'ont, en général, plus les moyens d'entretenir les châteaux hérités de leurs ancêtres et se résolvent, pour ce faire, à vendre tout ou partie de leurs archives, dont certains collectionneurs étrangers sont friands (le Centre Getty a acheté en France, en 1993, pour plus de 3 millions de francs d'archives). Or, un Renoir qui part pour l'étranger restera toujours un Renoir, tandis qu'un fonds d'archives dépecé est perdu à jamais pour l'histoire. Il est de notre responsabilité de ne pas laisser faire sans réagir.

**Ariane Ducrot**  
conservateur général du patrimoine,  
chargée du service des archives personnelles  
et familiales aux Archives nationales

**Musique**

**L'organisation perceptive d'œuvres musicales tonales**

Par Emmanuel Bigand, Ed. de la Maison des sciences de l'homme, coll. Recherche musique et danse, vol. n° 10, Paris, 1993, 120 F. Cette collection est réalisée dans le cadre de la collaboration entre la direction de la musique et de la danse et la Maison des sciences de l'homme. Diffusion : CID 131, bd Saint-Michel 75006 Paris. Tél. : 43 54 47 15. Fax : 43 54 80 73.

**Bulletin de l'Atelier d'études sur la musique française des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles**

n° 4, 1993. Centre de musique baroque de Versailles - 16, rue de la Paroisse 78000 Versailles. Tél. : 20 21 29 09.

**Département des études et de la prospective**

**Equipements culturels territoriaux. Projets et modes de gestion.**

La Documentation française, Paris, 1994, 180 F. Cette publication est le résultat d'un programme coordonné par l'Observatoire des politiques culturelles de Grenoble avec le soutien financier et la participation du ministère de la culture et de la francophonie (délégation au développement et aux formations, département des études et de la prospective) et du Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT).

**L'art de la recherche. Essais en l'honneur de Raymonde Moulin**

Textes réunis par P.-M. Menger et J.-C. Passeron, ministère de la culture et de la francophonie/ La Documentation française, Paris, 1994, 400 p., 170 F.

La sociologie de l'art a, pour une large part sous l'impulsion de Raymonde Moulin, conquis toute sa place dans les sciences sociales. Les échanges avec les autres sociologies ont permis à l'analyse de l'art d'étayer ses hypothèses, d'étendre ses territoires, de renouveler ses méthodes. Le mouvement inverse, qui fait de l'art un objet de référence placé sous le regard des sociologues du travail, du droit, du politique, des organisations, n'est pas moins fécond, comme le lecteur de ces essais pourra s'en convaincre.

**La production de fiction en Europe**

Sous la direction de Jean-Pierre Jézéquel, la Documentation française, Paris, 1993, 110 F. Institut national de l'audiovisuel (INA), Centre national de la cinématographie (CNC), et DEP.

**Ethnologie**

**Des sauvages en Occident. Les cultures tauromachiques en Camargue et en Andalousie.**

Par Frédéric Saumade, Ed. de la Maison des sciences de l'homme/Mission du patrimoine ethnologique du ministère de la culture et de la francophonie, collection Ethnologie de la France n° 14, Paris, 1994, 130 F.

**Terrain n° 22 : « Les émotions »**

Camets du patrimoine ethnologique, n° 22/mars, mission du patrimoine ethnologique/ ministère de la culture et de la francophonie, 1994, 75 F. Y a-t-il des émotions universelles ou sont-elles toutes culturelles ? Si les ethnologues américains débattent de ces questions depuis une quinzaine d'années, les travaux européens sont encore rares. Aussi ce numéro de Terrain présente-t-il huit articles d'ethnologues et d'historiens qui mettent en évidence toute la richesse de ce champ d'étude. Leurs travaux montrent que les émotions varient, selon les cultures ou les époques, dans leurs façon d'être ressenties et dans la codification que la société impose à leur expression.

**La muraille de la peste**

Par Danielle Larcéna et al., coédition Les alpes de Lumière n° 114/Pierre sèche en Vaucluse, 1993, 84 p., 88 F. Diffusion en librairie / Edisud, Aix-en-Provence.

**Livre**

**Bibliothèques et évaluation**

Sous la direction d'Anne Kupiec, Ed. du cercle de la librairie, collection Bibliothèques, Paris, 1994, 199 p., 220 F. Les auteurs rappellent les réflexions en cours, les principes, les pratiques et les résultats actuels de l'évaluation dans les bibliothèques; s'ils soulignent ses difficultés et imperfections, ils affirment aussi sa nécessité.

**Identité, lecture, écriture**

Sous la direction de Martine Chaudron et François de Singly, BPI/Centre Pompidou (Coll. Etudes et Recherche), 1994, 268 p., 150 F. ISBN 2-902706-76-6. Distribution : Distique.

Ce livre est en partie issu de séances de travail tenues lors des premières rencontres nationales de la lecture et de l'écriture, à la Grande Halle de la Villette, en janvier 1994. Il présente les manières dont la lecture et l'écriture contribuent à la construction des différentes dimensions de l'identité sociale et personnelle. Il expose ensuite comment la sociologie et l'anthropologie peuvent en rendre compte, en abordant plus précisément trois problèmes : celui de la production d'une écriture personnelle pour des objectifs de recherche ou d'éducation; celui de la place spécifique de la lecture par rapport aux autres médias; celui du sens de l'engagement des femmes dans la lecture.

Enfin, il présente un bilan provisoire des recherches sur la lecture et l'écriture dans quatre pays européens.

**Eugène Morel et la lecture publique : un prophète en son pays.**

Choix de textes et commentaire de Jean-Pierre Seguin, BPI/Centre Pompidou (Coll. Etudes et Recherche), 1993, 222 p., 150 F. ISBN 2-902706-73-1. Distribution : Distique.

**Illettrismes, variations historiques et anthropologiques. Ecritures IV.**

Sous la direction de Béatrice Fraenkel, BPI/Centre Pompidou (Coll. Etudes et Recherche), 1993, 305 p., 160 F. ISBN 2-902706-70-7. Distribution : Distique.

**Répertoire de la recherche sur le livre, la lecture et l'écriture : sociologie - sciences de l'éducation**

BPI/Centre Pompidou (Coll. Etudes et Recherche), 1994, 96 p., 50 F. ISBN 2-902706-77-4. Distribution : Distique. Contact : BPI - Service des études et de la recherche 19, rue Beaubourg 75197 Paris cedex 04. Tél. : 44 78 44 65.

**Archéologie**

**Archéologie du paysage**

Actes du colloque de Melrand, 28 - 29 mai 1991, organisé par l'Institut régional du patrimoine (IRPA), 70 F. IRPA - Hôtel de Blossac - 6, rue du Chapitre 35044 Rennes cedex. Tél. : 99 29 76 63.

**Cluny**

Documents d'évaluation du patrimoine archéologique des villes de France Sous la direction de Gilles Rollier, en collaboration avec Nadine Roine, suivi de l'Habitat clunisois par le Centre d'études clunisiennes, 1994, 112 p., 130 F. Édité par le Centre national d'archéologie urbaine (direction du patrimoine) - Logis des Gouverneurs, Château de Tours 25 quai d'Orléans 37000 Tours. Tél. : 47 66 72 37.

**Brandes en Oisans.**

**La mine d'argent des Dauphins (XII-XIV<sup>e</sup> siècles) Isère.**

Par Marie-Christine Bailly-Maitre et Joëlle Bruno Dupraz, Documents d'archéologie en Rhône-Alpes n° 9, 172 p., 150 F. Service régional de l'archéologie de Rhône-Alpes - Le Grenier d'Abondance - 6, quai Saint-Vincent 69283 Lyon cedex 01. Tél. : 72 00 44 00.

**Présents Caraïbes - 5000 ans d'histoire amérindienne.**

Catalogue de l'exposition réalisée dans le cadre du cinquième centenaire de l'arrivée de Christophe Colomb en Guadeloupe par le service régional d'archéologie. Direction régionale des affaires culturelles - service régional de l'archéologie - 14, rue Maurice Maire-Claire 97100 Basse-Terre. Tél. : (19/590) 81 48 82.

**Programme pluriannuel en sciences humaines Rhône-Alpes**

**Les villes du Dauphiné aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. La pierre et l'écrit.**

Par René Favier, coédition PPSH/Presses universitaires de Grenoble, 1993, 512 p., 170 F. PUG : BP 47 X 38040 Grenoble cedex.



**Communication et nouvelles technologies.**

Ouvrage collectif coordonné par Claire Bélière, Ed. du Programme pluriannuel en sciences humaines Rhône-Alpes, 1993, 150 F.

Il rassemble les principales interventions du colloque PPSH « Communication et société » des 12 et 13 décembre 1991 à Lyon.

**Lieux en mémoire de l'alpe. Toponymie des alpages en Savoie et Vallée d'Aoste**

Par Hubert Bessat et Claudette Germin, Ed. du PPSH/Ellug, 1993, 120 F.

Publication d'une recherche financée dans le cadre du troisième appel d'offres du PPSH.

**L'avenir des villes.**

Textes réunis par Marc Bonneville, Ed. du PPSH, 1993, 100 F.

Publication issue du colloque des 12 et 13 décembre 1991 à Lyon.

**Du fil à retordre.**

**L'architecture des moulins à soie dans le Rhône moyen.**

Par Bernard Duprat, Michel Paulin, François Tran, Ed. PPSH/Presses universitaires de Lyon, Coll. Transversales, 1993, 135 F.

**PPSH - CNRS**

2, avenue Albert Einstein  
BP 1335  
69609 Villeurbanne cedex.  
Tél. : 72 44 56 38.  
Fax : 78 89 01 21.

**Conservation**

**Programme franco-allemand de recherche sur les monuments historiques**

Conservation commune d'un patrimoine commun/  
Gemeinsames Erbe gemeinsam erhalten. Actes du 1<sup>er</sup> colloque du programme franco-allemand à Karlsruhe, les 24 et 25 mars 1993, édité par S. F. von Welck, 319 p. Ils font état des premiers résultats des recherches entreprises dès 1991 par plus de quarante équipes françaises et allemandes. Les travaux se sont concentrés sur deux programmes portant chacun sur deux monuments historiques qui présentent des altérations similaires : programme « pierre » concernant l'ancienne abbaye gothique de Salem sur le lac de Constance et la collégiale Saint-Thiébaud à Thann en Alsace ainsi qu'un programme « vitrail » portant

sur les vitraux médiévaux de l'église Sainte-Catherine à Oppenheim près de Mayence et ceux du haut-chœur de la cathédrale Saint-Gatien à Tours en Indre-et-Loire.

Des informations générales sur le programme franco-allemand et les points de vue allemand et français sur les relations entre sciences exactes et conservation des monuments historiques complètent l'ouvrage.

Les rapports sont retranscrits dans leur langue originale et précédés de résumés en français, allemand et anglais.

L'ouvrage peut être obtenu contre l'envoi de 21 F en timbres – exclusivement – pour un exemplaire, ou 28 F en timbres pour deux exemplaires, au Programme franco-allemand de recherche sur la conservation-restauration des monuments historiques, secrétariat général, Château de Champs-sur-Marne 77420 Champs-sur-Marne. Tél. : 64 68 00 63. Fax : 64 68 32 76.

**Congrès international UNESCO/RILEM**

**sur la conservation de la pierre et autres matériaux.**

Actes. Paris, 29 juin - 1<sup>er</sup> juillet 1993, 250 F.

Ces actes comprennent les conclusions et les « Recommandations pour leur mise en pratique » adoptées au congrès. Ouvrage à commander aux Editions Porte Plume - 8, rue Emile Deschanel - BP 280 - 92603 Asnières cedex. Tél. : 47 33 86 84.

**Stéréophotolithographie laser**

Coordonné par J.-C. André et S. Corbel, Ed. Polytechnica, 1994, 336 p., 485 F.  
Polytechnica : 15, rue Lacépède 75005 Paris. Tél. : 47 07 40 79.

**Inventaire général**

**Légende dorée du Limousin. Les saints de la Haute-Vienne**

Cahiers du patrimoine n° 36, Inventaire général/Culture et patrimoine en Limousin, 1993, 264 p., 237 ill., 240 F.

Ouvrage réalisé à l'occasion de l'exposition tenue au musée du Luxembourg jusqu'au 10 mars 1994.

**Poinçons des fabricants d'or et d'argent. Lyon, 1798 - 1940**

Par Maryannick Chalabi et Marie-Reine Jazé-Charvolin, Imprimerie nationale éditions/Inventaire général, Cahiers du Patrimoine n° 31, Paris, 1993, 328 p., 720 F.

Ce volume s'inscrit dans la collection des Dictionnaires des poinçons de l'orfèvrerie française.

**Art**

**La recherche photographique**

N° 15, 1994.

Revue semestrielle publiée par la Maison européenne de la photographie et l'université Paris VIII. Dossier : « Les choses », dans ses dimensions théoriques, historiques et esthétiques.

La recherche photographique, Paris audiovisuel :

35, rue La Boétie 75008 Paris. Tél. : 43 59 33 61.

**Le design industriel. Sémiologie de la séduction et code de la matière**

Par Jean-Charles Lebahar, Ed. Parenthèses, 1994, 128 p., 95 F.

La présente approche sémiologique éclaire les processus de signification des produits du design industriel. Elle démontre en particulier que l'éloquence de ces produits puise souvent les moyens symboliques de la fascination qu'elle exerce sur le public dans les virtuosités mises en œuvre pour asservir la matière et ses transformations.

**Précision**

Le n° 45 de Culture et Recherche annonçait en rubrique A Lire la parution de l'annuaire des unités et personnels de recherche du CNRS, édition 1993.

Il s'agissait de l'annuaire du département Sciences de l'homme et de la société, les annuaires étant édités par départements scientifiques. Le Répertoire des unités de recherche CNRS n'a lui pas été édité en 1993.

INIST Diffusion  
2, allée du Parc de Brabois 54514 Vandœuvre-les-Nancy cedex.  
Tél. : 83 50 46 64.

**Manifestation**

27 - 29 juin 1994

**La science en fête, édition 94**

Organisée par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche dans toute la France. Contact au MESR - service de l'information et de la communication : Régine Debailleul, tél. : 46 34 36 95, ou Arlette Goupy (presse et médias, tél. : 46 34 37 14. Direction de l'information scientifique et technique et des bibliothèques : Mireille Gery, tél. : 46 34 36 21.

**Colloques et congrès**

1<sup>er</sup> - 4 juin

**Les débuts de la Renaissance en Europe**

Colloque international d'histoire d'architecture organisé à Tours, au Centre d'études supérieures de la Renaissance.

Contact : Jean Guillaume, CESR BP 1328 37013 Tours cedex Fax : 47 20 27 14.

**8 - 10 juin Les Capétiens et Vincennes au Moyen Age**

Colloque organisé par la Commission interministérielle du château de Vincennes et l'équipe de recherche sur le château de Vincennes et la banlieue Est (EHES/CNRS) au Centre culturel Georges Pompidou : 142, rue de Fontenay à Vincennes.

Contact : Château de Vincennes, bât. X, avenue de Paris 94300 Vincennes. Tél. : 43 65 12 51.

13 - 17 juin 1994

**Vision Eureka Lillehammer 94 Nouvelles technologies pour la gestion et l'entretien des bâtiments anciens et récents et de leur environnement.**

Conférence organisée par Eureka/Eurocare et les programmes communautaires de recherche Brite-Euram et Environnement à Lillehammer (Norvège).

Svein Haagenrud - Eurocare Norwegian institute for air research P.O. Box 64; N-2001 Lillestrom Norway. Tél. : 19 (47) 63 81 41 70. Fax : 63 81 92 47.

(suite p. 12)

## 15 - 16 juin 1994

### Méthodes expérimentales d'étude du photovieillement climatique des matériaux polymères

Journées d'information organisées par le Centre national d'évaluation de photoprotection - laboratoire de photochimie (URA CNRS 433).  
Contact : CNEP - Ensemble universitaire des Cézéaux 63177 Aubière cedex. Tél. : F. Pariset (rens. administratifs) 73 40 71 69. J.-L. Gardette (rens. scientifiques) 73 40 71 77.

## 27 - 28 juin 1994

### Conférence internationale à Delft organisée par la DG XII et la DG X de la Commission européenne

présentation devant un large auditoire des projets communautaires STEP en matière de conservation du papier et cuir ancien.

Contact en France : Astrid Brandt, Bibliothèque nationale de France, tél. : 47 03 75 34

Centre de recherche sur la conservation des documents graphiques (CRCDG), F. Flieder et C. Chahine. Tél. : 45 87 06 12.

## ■ Séminaires

### Programme de recherche du premier siècle du cinéma

Prochaines séances du séminaire principal (l'économie du cinéma français, des origines à nos jours) : **9 juin 1994** - L'économie du cinéma français vue des Etats-Unis.

Au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, Carré des sciences : 1, rue Descartes 75005 Paris. Le jeudi de 18h à 20h.  
Contact : Programme de recherche - 43, rue Vasco de Gama 75015 Paris. Tél. : 45 35 78 05, ou P.-J. Benghozi au 46 34 34 47.

### Séminaire autour du programme ARISC

Ce séminaire de recherches interdisciplinaires portera sur les travaux du programme ARISC (Archives issues des sciences contemporaines) qui fait l'objet d'une convention de recherches pluriannuelle entre le CNRS et le ministère de la culture (mission de la recherche).

Prochaines séances :

**27 mai** - Marie-Dominique Mouton : traitement du fonds d'ethnographie du professeur P.N. Boratav.

**24 juin** - Eric Robert, Odile Welfelé : enquêtes dans des laboratoires du CNRS.

Les séances ont lieu à 10 h aux Archives nationales

(salle suspendue du CARAN : 11, rue des Quatre-Fils 75003 Paris)

Contact : Odile Welfelé - Mission des Archives nationales auprès du CNRS - SOSI - 4, rue Las Cases 75007 Paris. Tél. : 44 96 51 49, ou 44 96 51 14 (secrétariat).

### Musée, patrimoine et transformation culturelle

Prochaines séances :

**18 mai 1994** - une protection européenne du patrimoine ?

**15 juin 1994** - patrimoine culturel et identités

Au centre de sociologie des organisations : 19, rue Amélie 75007 Paris, de 12h30 à 14h30.  
Contact : M.-A. Mazoyer (CNRS-CSO). Tél. : 40 62 65 70.

### Autres pas 94

Stage et colloque organisé par l'Institut de pédagogie musicale et chorégraphique (IPMC), le département de danse de l'université du Québec à Montréal et l'Agora de la danse à Montréal **du 17 au 24 juillet 1994**.

Thème : Danse, la recherche et la fabrication du sens.

Lieu : département de danse de l'université du Québec à Montréal  
Direction artistique : Dominique Dupuy, Michèle Febvre, Paul André Fortier et Aline Gélinas, avec la collaboration d'Hubert Godard et Laurence Louppe.

Participants : quarante pédagogues et futurs pédagogues, chorégraphes et chercheurs du Canada, de France et d'autres pays, recrutés sur dossier.

Contact : IPMC  
211 av. Jean Jaurès 75019 Paris. Tél. : 42 41 24 54 (Isabelle Lefèvre)  
Département de la danse - université du Québec à Montréal - C.P. 8888, succursale centre-ville. Montréal, Québec. H3C 3P8. Tél. : (514)987-8570 (Monique Perreault).

## ■ Formation

### «Sciences sociales et image»

Programme de formation à la vidéo et au documentaire conçu par l'I.M.E.R.E.C. (Institut méditerranéen de recherche et de création) : de l'apprentissage au perfectionnement, plusieurs formules de stage sont proposées

(stages agréés par la formation permanente; possibilités de prise en charge).

Public concerné : anthropologues, sociologues, archéologues, urbanistes, architectes, conservateurs des musées, professionnels de l'animation culturelle, etc.

### Prochain stage : 30 mai - 8 juin 1994.

Contact : Solange Poulet : I.M.E.R.E.C. - Vieille Charité 2, rue de la Charité 13002 Marseille. Tél. : 91 56 16 44. Fax : 91 90 18 56.

### 2<sup>e</sup> académie d'été à l'IRCAM

**Du 27 juin au 2 juillet**

Thème de cette année : l'interaction entre l'ordinateur et l'instrument.

Mêlant cours de composition, de recherche et technologie, concerts, ateliers et conférences, cette Académie d'été s'adresse aux musiciens, musicologues, à toute personne concernée par l'informatique musicale.

Participation aux frais : 1 500 F. Date limite d'inscription : 20 mai 1994.

Contact : 44 78 48 34.

### Techniques traditionnelles - Technologies nouvelles Traditions du réel - Pratiques du virtuel

**Du 8 au 26 août 1994 à l'Institut international de la marionnette.**

Ce stage est organisé sous la direction de Sally Jane Norman, chercheur associé au CNRS/UPR 12, en partenariat notamment avec le CNC, l'INA-IMAGINA, Medialab, Observatoire de l'image, et vise la confrontation entre animateurs/marionnettistes traditionnels et ceux qui œuvrent dans le domaine des nouvelles technologies.

Inscriptions avant le 30 avril 1994. Participation aux frais de stage : 7000 F.

Contact : Institut international de la marionnette  
7, place Winston Churchill  
08000 Charleville-Mézières.  
Tél. : 24 33 72 50. Fax : 24 33 54 28.

Directeur de la publication : Hubert Astier. Chef de la mission de la recherche et de la technologie : Jean-Pierre Dalbéra. Rédaction : Annick Mispelblom. Ministère de la culture et de la francophonie : 3, rue de Valois 75042 Paris cedex 01. Tél. : (1) 40 15 60 45. N° de commission paritaire : 1290 AD. ISSN 0765-5991. Conception-réalisation : Callimage/Marie-Christine Gaffory. Photogravure : Cicero. Imprimé à l'imprimerie nationale.